

# Une hausse des prix sans frein

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5480 - Dimanche 26 septembre 2021 - Prix : 10 DA

Kamel Beldjoud, ministre de l'Intérieur

## Trois millions d'élèves bénéficieront de la prime de scolarité

Page 2

Transport aérien

## L'Algérie renforce son dispositif de contrôle des voyageurs

Page 3

### Tout est bien qui finit bien

Par Mohamed Habili

**M**eng Wanzhou, la directrice financière de Huawei, et propre fille du fondateur du géant chinois des télécoms, a été libérée par ses geôliers canadiens, trois années après son arrestation à Vancouver, en exécution d'un mandat d'arrêt émis à son encontre par les autorités judiciaires américaines. Sa remise en liberté, intervenue il y a deux jours, a entraîné mécaniquement celle des deux otages canadiens, les "deux Michael" comme les appellent leurs supporters non sans affection ; ils étaient retenus en Chine en représailles à l'arrestation abusive de la femme d'affaires, en vue de servir de monnaie d'échange dans un possible règlement à l'amiable. Le régime de détention des trois otages n'a pas été le même cependant, celui des deux Michaels n'ayant rien de commun avec l'assignation à résidence qui fut le sort de la "princesse chinoise". Un accord, dont il reste à connaître les détails, a finalement été trouvé entre la défense de celle-ci et la justice américaine, lequel a permis cette heureuse issue. Des trois pays concernés dans cette affaire insolite, c'est probablement le Canada qui se sent aujourd'hui le plus soulagé, pris qu'il était entre deux géants très enclins à se servir de lui comme de leur souffre-douleur commun. Son sort a été somme toute à l'image de ses deux ressortissants qui eux avaient été bel et bien condamnés à de lourdes peines de prison, et dont les conditions de détention n'avaient eu rien à voir avec celles de leur homologue chinoise.

Suite en page 3

### Rencontre gouvernement-walis

# Tebboune adopte le ton de la fermeté



Ph/D. R.

Il a pratiquement mis sur la table toutes vérités de l'heure, notamment les préoccupations auxquelles sont confrontés les walis, ainsi que les cadres de la République. Par Karim Allem — page 2

Décontamination des sites des essais nucléaires français en Algérie

## Des obligations du TIAN peuvent être utiles

Page 4

Batna/Oued Taga

## Trois morts et deux blessés dans un accident de la circulation

Page 16

Rencontre gouvernement-walis

# Tebboune adopte le ton de la fermeté

■ Il a pratiquement mis sur la table toutes vérités de l'heure, notamment les préoccupations auxquelles sont confrontés les walis, ainsi que les cadres de la République.

Par Karim Allem

Le discours de Abdelmadjid Tebboune qui a présidé les travaux de cette rencontre gouvernement-walis organisée ce samedi au Palais des Nations sous le thème «relance économique, équilibre régional et justice sociale» aura tranché par ces réponses sans équivoque qu'il livrera spontanément à l'assistance. Faisant dans l'autocritique objective, Tebboune fait un état des lieux sur les engagements de développement et les multiples projets inscrits dans son programme des 54 engagements et qu'il avait soumis à exécution aux responsables régionaux et walis. Désormais, laissez-le entendre, il ne peut subsister

aucun motif objectif qui plomberait la relance économique, car si la lutte contre la corruption est toujours au programme, la protection des cadres de l'Etat a été concrétisée à travers «une ordonnance qui dépénalise l'acte de gestion» rappelle le Président. Rassurant, le Président déclare que toutes les dispositions légales ont été prises afin que les responsables locaux ou les cadres supérieurs travaillent dans un climat serein, débarrassé de toutes ces suspicions qui plombaient la prise de décision. Preuve en est, les lettres de dénonciation anonymes sont interdites. Nulles et non avenues. Elles ne peuvent en aucun cas déclencher une quelconque enquête. Car nous savons ce que ce genre de pratiques peut provoquer comme dégâts et décourager la prise de décision au détriment de l'intérêt national» souligne Tebboune. Il ajoute que la dépénalisation de l'acte de gestion tel que prévu désormais par la loi est suffisant pour permettre à tous les responsables de se libérer de ces craintes qui ne peuvent plus être justifiées. «Nous savons faire la différence entre une erreur, une incompréhension des textes ou une faiblesse et l'intention réelle de nuire ou de corruption» soutient le Président de la République qui a manifesté une totale maîtrise des facteurs ayant conduit au ralentissement de certains projets. Rien ne s'oppose à ce que le wali joue son rôle de facilitateur de l'investissement en ouvrant les portes aux opérateurs pour les accueillir et les soutenir. «Nous savons quand la suspicion est avérée. Un cadre qui se paye une villa ou un bien immobilier à l'étranger, six mois après sa prise de fonction, là, oui, il y a matière à suspicion» souligne Tebboune qui indique que désormais les cadres locaux sont protégés par la loi et soustraits des centres d'influence. Il est désormais interdit d'ouvrir la moindre enquête visant un cadre local sans l'accord préalable de la tutelle centrale a fait savoir Tebboune, pour convaincre les walis et les mettre à l'abri des intimidations ou autres marchandages pouvant émaner des pouvoirs locaux. Le Président de la République a donc balayé toutes ces entraves susceptibles de maintenir ce climat de psychose, la peur des poursuites judiciaires



Ph/D. R.

## Quelques chiffres et points soulevés par le Président :

- Cette rentrée scolaire nous a permis de relever que 537 écoles sont sans transport. 817 écoles sans cantine. Situation qui doit être corrigée en urgence indique Tebboune.
- Nous sommes un Etat social et rien ne changera sur ce point.
- La situation difficile dans les zones d'ombre doit disparaître à la fin de l'année.
- Il est temps de capitaliser l'esprit de solidarité citoyenne
- Une loi pour criminaliser les opérations de spéculation sur des produits de première nécessité.
- Certains ont essayé de déstabiliser le pays à travers la propagande et les fake news. Des rumeurs sur la pénurie de blé, farine etc...pour provoquer un état de panique.
- L'autorité de l'Etat doit revenir. Autorité de l'Etat signifie autorité du peuple.
- Un Etat de droit est un Etat fort. Un Etat faible ne peut engendrer que l'anarchie. L'Etat de droit est la base de la démocratie.
- Les dernières législatives ont permis de détecter pas moins de 750 candidats financés par l'argent sale de la issaba. Intrusion déjouée. 500 de ces candidats appartiennent à deux partis politiques.

que manifestent les walis face à tous les dossiers d'investissement soumis à leur signature. «Aujourd'hui nous nous rencontrons pour la troisième fois afin de faire une évaluation sur ce qui a été réalisé et ce qui ne l'a pas été sur cette série d'engagements que nous avons pris envers le peuple ». C'est ainsi que Tebboune inaugure ces travaux, non sans rappeler les dégâts causés par la pandémie et qui a contraint les autorités à prendre des mesures sanitaires parfois économiquement coûteuses. Il rappellera néanmoins que malgré «ce que nous avons subi comme pertes suite au variant delta du Covid, nous devons tirer enseignements de cette crise» et à ce titre « je demande aux walis d'aider les hôpitaux à produire leur propre oxygène». Revenant sur l'importance de la relance économique, il dira qu'il est indispensable de muter d'une économie de la rente et de la consommation à une économie de la connaissance et de la production. «On va mobiliser toutes les énergies pour la création de richesses et des emplois. Notre économie est faible. Sous développée et déstructurée, car basée sur l'importation en plus des dysfonctionnements sectoriels» lance Tebboune qui s'est voulu franc dans son constat, mais ambitieux quant aux clés à proposer.

Pour la première fois depuis l'indépendance « nous avons réussi à avoir une visibilité, notamment dans les circuits du commerce. On a stoppé ces importations qui constituaient une menace sur la production locale» et d'ajouter, par ailleurs, « il y a des indices d'espoir. Des Algériens qui travaillent et qui méritent toute la reconnaissance ». Ainsi, Tebboune fera savoir à l'assistance que jusqu'ici et « c'est la première fois qu'un tel chiffre est atteint. L'Algérie a exporté pour 3 milliards 100 millions de dollars de produits hors hydrocarbures. Ce chiffre n'avait jamais dépassé le 1 milliard 800 ».

Il est attendu que l'on arrive à 4 milliards de dollars à la fin de l'année, selon Tebboune qui se félicite d'une prouesse inédite en la matière. Toujours au chapitre des points forts du pays, le Président de la République frappe du poing sur la table et martèle avec force « l'Algérie est une puissance. Un Etat fort. Une

puissance régionale. Reconnue de tous» et de dénoncer ceux qui jouent aux défaitistes et qui minimisent le statut de l'Algérie. « C'est une question de dignité ». Tebboune accuse certaines parties de tenter de dévaloriser la place de l'Algérie et son statut de force reconnue. « C'est un pays qui produit plus de 250 000 universitaires chaque année», rappelle-t-il. « L'Algérie est une locomotive et non pas un simple wagon de n'importe qui». Il insistera sur la valeur des ressources humaines dont dispose le pays et sur la nécessité de sortir de cet immobilisme. Le Président annonce que « pour la première fois l'équilibre de la balance des paiements va être réalisé vers la fin de cette année. Au niveau du social, il rappellera que l'Etat maintiendra cette dimension et sera présent pour les bas revenus et les jeunes.

K. A.

### Bilan des dernières 24 heures

## 125 nouveaux contaminés et 9 décès

L'ALGERIE a enregistré 9 nouveaux décès de coronavirus ces dernières 24 heures, 1 cas de moins que le bilan d'hier (10), portant à 5 767 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 125 cas, soit 41 cas de moins par rapport au bilan d'hier (166), pour atteindre, au total, 202 574 cas confirmés.

R. N.

Kamel Beldjoud, ministre de l'Intérieur :

## Trois millions d'élèves bénéficieront de la prime de scolarité

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Kamel Beldjoud, a indiqué, hier, à l'occasion de la rencontre gouvernement-walis, que deux millions de famille ont bénéficié de la prime de solidarité de 10 000 DA. Aussi, trois millions d'élèves vont bénéficier de la prime de scolarité et 960 000 autres élèves sont concernés par le trousseau scolaire. Beldjoud qui annonçait la mobili-

sation de portefeuilles financiers important pour les opérations développement local, a également fait état de la réception, à l'occasion de l'actuelle rentrée scolaire, de 261 nouveaux établissements scolaires et 321 cantines. 15 000 bus de transport scolaire ont été mobilisés a ajouté le ministre, qui a assuré que la restauration scolaire sera améliorée et le transport mis à la disposition des rési-

dents dans les zones éloignées. Beldjoud a déclaré, par ailleurs, qu'une réflexion a été engagée pour la mise en place d'un nouveau mode de gestion des œuvres scolaires en les confiant à des établissements publics qui seront créés à cet effet. Le ministre de l'Intérieur a relevé toutefois, que cette année a connu une situation exceptionnelle en raison des incendies ayant touché 35 wilayas, ayant ravagé

93 000 ha d'espaces forestiers et causé des préjudices aux citoyens et leurs biens. Un travail est en cours, souligne-t-il, pour le parachèvement de l'opération d'indemnisation. Comme, il est question de doter les services de la Protection civile de moyens nécessaires pour leur permettre d'accomplir leur travail dans de meilleures conditions.

Aomar F.

Pomme de terre à 90 DA, poulet à 470 DA ...

# Une hausse des prix sans frein

■ Les prix des fruits et légumes ainsi que des viandes restent trop chers. La pomme de terre est proposée entre 90 et 110 DA le kilo, le poulet est à plus 470 DA, les carottes à 150 DA... cette hausse est injustifiée et exagérée et aggrave la dégradation continue du pouvoir d'achat des travailleurs.



PH: Soraya/J. A.

Par Thinhinene Khouchi

Laugmentation des prix s'éternise au niveau des différents marchés de la capitale. En effet, les citoyens assistent impuissants, depuis un mois, à une hausse graduelle et injustifiée des prix des différents aliments. Chez les commerçants de détail, les légumes affichent d'importantes hausses. La hausse la plus flagrante, c'est bien la pomme de terre qui est passée de 35 à 50 DA pour être proposée aujourd'hui à plus de 90 DA le kg. Les carottes qui étaient à 100 DA, elles, ont vu leurs prix augmenter à 150 DA. Idem pour la courgette affichée hier au marché Clauzel à 150 DA. Pour la tomate, son prix varie selon sa qualité entre 70

DA pour la moins attractive et 130 DA le kilo pour la plus fraîche. Les poivrons ainsi que les aubergines à 80 DA le kg, les oignons à 45 DA chez certains et 60 DA chez d'autres. Le chou-fleur est proposé à 150 DA et les haricots verts à hauteur 260 DA. Concernant l'ail, il est désormais presque inaccessible avec un prix s'élevant à plus de 700 DA le kg. Même constat pour les fruits. Les pommes sont affichées à 450 DA, les poires à 400 DA et les raisins entre 270 et 300 DA. Du côté des viandes, notamment le poulet, la hausse est progressive. En effet, proposé il y a une année à 280 DA puis à 300 DA pour le voir grimper à 400 DA, aujourd'hui, les bouchers ont décidé de l'augmenter à plus

de 470 DA le kg. Face à cette situation inquiétante, l'association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (apoc) avait appelé à l'organisation d'une campagne qui vise à boycotter l'achat du poulet dont le prix a atteint 500 DA dans certaines régions. L'association avait précisé que le prix de cette viande blanche est «excessivement cher et exagéré» et que rien ne justifie une telle augmentation malgré les difficultés que connaît le secteur avicole. Tout en confirmant que les éleveurs de volailles souffrent de l'anarchie, de la mauvaise organisation et de plusieurs problèmes, notamment le coût élevé de l'aliment, qui a atteint les 8 000 DA. A cette

hausse générale, les commerçants tentent de se justifier en évoquant moult explications. Cette fois-ci, il s'agit, selon eux, de recul de la récolte des produits agricoles et l'inondation de certains champs agricoles. Par ailleurs, les commerçants estiment également que les restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre le coronavirus ont également impacté les récoltes agricoles, et par conséquent, les prix de vente au niveau des marchés et points de vente de détail. Malheureusement, les explications se multiplient, mais aucune solution n'a été proposée pour soulager le consommateur qui demeure la seule victime de ces hausses incessantes.

T. K.

## Transport aérien

# L'Algérie renforce son dispositif de contrôle des voyageurs

Pour des raisons purement sécuritaires, les hautes autorités du pays veulent garder toujours un œil sur les voyageurs entrant et sortant du pays. Ainsi, un nouveau dispositif de contrôle de passagers a été récemment mis en place afin de renforcer les mesures de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale.

L'Algérie se dote d'une Unité information passagers. Il s'agit en effet, d'un dispositif national de traitement d'informations des passagers, paru dans un décret présidentiel signé par le président de la République, et publié au *Journal officiel* n°71 du 20 septembre 2021. Le texte a fixé

les missions, l'organisation et le fonctionnement de ce dispositif qui constitue un «outil intersectoriel d'appui en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes.», lit-on dans le texte du décret. Placé auprès du Premier ministre, ce dispositif comprend un conseil d'orientation et de coordination et une unité nationale d'informations passagers. Outre le Premier ministre, d'autres participeront également à la mise en œuvre de dispositif notamment le ministère de la Défense et celui de l'Intérieur. Cette Unité est un organe opérationnel intersectoriel, à compé-

tence nationale, placée sous l'autorité du directeur général de la sécurité intérieure des services de renseignements. L'unité est dirigée par un directeur désigné conformément à la réglementation en vigueur au sein du ministère de la Défense nationale.

Le personnel de cette unité est composé de détachés des services habilités du ministère de la Défense nationale, de la direction générale des Douanes et de la direction générale de la Sûreté nationale. Quelles données faut-il récolter auprès des passagers ? Cette Unité est chargée de la collecte, du traitement et de la conservation des données de réservation, d'enregistrement et

d'embarquement des passagers, transmises par les transporteurs et les opérateurs de voyages. Les informations des passagers cités dans le dispositif sont les données API (advanced passenger information) qui englobent l'ensemble les informations liées à l'enregistrement du passager et contenues dans le passeport ou dans un autre document de voyage et des informations générales concernant le vol. Pour les données PNR, il s'agit d'informations liées à la réservation et contenues dans les dossiers créés par les transporteurs et les opérateurs de voyages, les compagnies aériennes ou leurs agents

## LA QUESTION DU JOUR

### Tout est bien qui finit bien

Suite de la page une

Plus grave encore, le Canada n'est pas sorti grand de cette histoire. Son statut de vassal des Etats-Unis a éclaté au grand jour à cette occasion. Sa justice s'est mise au service d'une autre, dans une affaire à laquelle lui-même en tant que pays était complètement étranger. Pire encore, dans une affaire qui ne tenait à rien, où il n'y avait ni plaignant, ni délit, ni préjudice. Le mandat d'arrêt a été émis au moment où Meng Wanzhou était en escale à l'aéroport de Vancouver. Elle aurait pris un autre avion, il ne se serait rien passé. La justice américaine voulait obtenir l'extradition de quelqu'un à qui elle reprochait de ne pas avoir respecté une loi extraterritoriale de son invention interdisant la vente à l'Iran des composants informatiques. Pas même cela en réalité : d'avoir seulement cherché à induire en erreur une banque internationale, HSBC, ce qui le cas échéant l'aurait amenée à violer la loi en question. Un délit pour le moins abscons, insaisissable, informulable même. Plus arbitraire est une loi, plus dominant est son auteur. Il faut du point de vue américain que la dirigeante de Huawei, coupable déjà d'être la fille du fondateur d'une entreprise, elle-même doublement coupable, d'être chinoise et d'être leader mondial dans son domaine de compétence, soit jugée et condamnée pour un néant de crime. Ainsi seulement, le monde verra que les Etats-Unis restent les maîtres du monde. Entre tous leurs vassaux, en général les uns aussi empressés que les autres à leur rendre service, ils ont choisi le Canada pour leur donner l'occasion d'humilier la Chine. Pourquoi lui ? Pourquoi pas l'Australie, ou la France, ou la Grande-Bretagne, qui tous se disputent le titre de meilleur allié des Etats-Unis. On sait qu'il a été décerné dernièrement à l'Australie, un honneur qui visiblement fait se pâmer son Premier ministre. C'est au Canada qu'il aurait dû être attribué, qui pour s'en montrer digne n'a pas craint de s'exposer à la vindicte de la Chine.

M. H.

agréés pour chaque vol.

Le décret présidentiel précise que les «transporteurs et opérateurs de voyages sont tenus de transmettre à l'unité, par voie électronique, lors de la réservation, de l'enregistrement et au moment de l'embarquement des passagers, à destination, en transit ou quittant le territoire national, les informations et les données des passagers ainsi que les données des membres de l'équipage et les détails sur leurs moyens de transport».

Louisa Ait Ramdane

— Décontamination des sites des essais nucléaires français en Algérie —

## Rencontre Lamamra-Lavrov La consolidation du partenariat stratégique bilatéral au menu

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra s'est entretenu, vendredi à New York, avec son homologue russe, Sergueï Lavrov, sur la consolidation du partenariat stratégique entre les deux pays et la poursuite de la concertation et de la coordination de manière périodique, autour des questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Lamamra a écrit sur un tweet «Je me suis entretenu, aujourd'hui, avec le ministre des Affaires étrangères de Russie, Sergei Lavrov, sur la consolidation du partenariat stratégique entre l'Algérie et la Russie et la poursuite de la concertation et la coordination de manière périodique autour des questions régionales et internationales d'intérêt commun».

«Nous avons noté avec satisfaction la concordance des vues et des positions concernant les questions soulevées et la volonté commune de consacrer le caractère stratégique des relations bilatérales».

T. N.

## Révolution Médaille des amis de la Révolution algérienne décernée à Enrico Mattei

La médaille des amis de la Révolution algérienne a été décernée à Enrico Mattei, l'ancien président de la société italienne des hydrocarbures ENI, à titre posthume, en vertu d'un décret présidentiel publié au dernier *Journal officiel*.

Enrico Mattei, ancien directeur de l'Entreprise publique italienne des hydrocarbures (ENI) a substantiellement contribué à la stratégie de la délégation algérienne, sur le volet des hydrocarbures, aux négociations d'Evian.

Le gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) avait fait appel à cette personnalité italienne connue pour ses positions anticoloniales, afin d'apporter son concours à la manière de mener les négociations s'agissant du dossier pétrolier.

Enrico Mattei est décédé, deux mois après l'indépendance de l'Algérie, dans un mystérieux crash d'avion.

Y. N.

# Des obligations du TIAN peuvent être utiles

■ *Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), signé par l'Algérie, «comporte des obligations qui peuvent être très utiles» pour la décontamination des sites des essais nucléaires français effectués dans le Sahara algérien, a affirmé l'expert en nucléaire, Remki Merzak.*

Par Amar Gh./APS

«**E**n ce qui concerne l'Algérie, et une fois ratifié, le Traité comporte des obligations qui peuvent être très utiles pour le traitement de la question des sites d'essais nucléaires français effectués à Reggane et In Ekker», a-t-il souligné dans une contribution publiée à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires, célébrée le 26 septembre de chaque année.

Selon cet ex-commissaire à l'Energie atomique, le TIAN constitue «le cadre idéal pour entamer la mise en œuvre, notamment des dispositions contenues dans ses articles 6 et 7 qui sont considérées comme des obligations positives».

En effet, l'article 6 de ce traité stipule que «les Etats parties - notamment ceux qui ont réalisé des essais nucléaires - s'engagent à fournir une assistance adéquate aux victimes de l'utilisation ou des essais d'armes nucléaires, remettre en état l'environnement des zones affectées par l'utilisation ou les essais d'armes nucléaires».

L'article 7 prévoit également que «les Etats parties s'engagent à coopérer et fournir une assistance internationale pour soutenir la mise en œuvre du Traité».

«En vertu donc de ces dispositions, et en plus d'une coopération bilatérale avec la France, dont la responsabilité de la contamination du territoire algérien doit être assumée au regard du droit international, une assistance internationale peut être demandée par notre pays auprès d'organismes compétents tels que l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui a déjà participé dans le cadre de la coopération technique à un travail d'évaluation radiologique

préliminaire des sites d'essais à la fin des années 1990», a-t-il affirmé. M. Remki cite, en outre, l'Accord intergouvernemental de coopération pour le développement et les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, d'une durée de 20 ans, signé entre l'Algérie et la France le 21 juin 2008 et qui «peut servir de cadre pour les institutions spécialisées des deux pays pour coopérer dans ce domaine».

«L'Algérie et la France doivent unir leurs efforts», a-t-il estimé, expliquant que cela pourrait se faire par «le recours à l'expertise technique d'autres organismes internationaux compétents, pour localiser avec précision les lieux d'enfouissement des déchets nucléaires, trouver des solutions appropriées à la réhabilitation définitive des sites contaminés et mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour la protection des populations concernées, de l'environnement, des ressources hydriques, de la faune et de la flore».

En recevant le général d'armée, François Lecointre, chef d'Etat-major des Armées françaises le 8 avril dernier, le général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a évoqué «la problématique liée à la réhabilitation des deux anciens sites d'essais nucléaires français, à Reggane et In-Ikker».

«Je tiens à évoquer la problématique des négociations, au sein du Groupe algéro-français, au sujet des anciens sites d'essais nucléaires et des autres essais au Sahara algérien, où nous attendons votre soutien, lors de la 17<sup>ème</sup> session du groupe mixte algéro-français, prévue en mai 2021, pour la prise en charge définitive des opérations de réhabilitation des sites de Reggane et In Ekker, ainsi que votre assistance pour nous four-



nir les cartes topographiques permettant la localisation des zones d'enfouissement, non découvertes à ce jour, des déchets contaminés, radioactifs ou chimiques», a-t-il affirmé.

## Pour une élimination totale des armes nucléaires

L'Algérie, qui a subi et continue de subir les affres et les conséquences catastrophiques sur l'homme et sur l'environnement des essais nucléaires effectués par la France coloniale sur son territoire, a toujours été à l'avant-garde pour clamer l'élimination totale et irréversible des armes nucléaires.

«L'Algérie a annoncé son adhésion au Traité de non prolifération des armes nucléaires (TNP) en 1992, lors d'une cérémonie solennelle organisée sur le site de Birine (wilaya de Djelfa) qui abrite le réacteur nucléaire Essalam lequel avait fait l'objet à l'époque d'une campagne calomnieuse quant à la finalité du programme nucléaire pacifique de notre pays», a rappelé cet expert.

Dans un souci de transparen-

ce, a-t-il poursuivi, et «pour lever toute équivoque quant au bien fondé de la position de notre pays sur les questions de non prolifération, plusieurs ambassadeurs de pays accrédités à Alger et notamment ceux des pays occidentaux ont été invités par les autorités algériennes à participer - sur le site même du réacteur - à cette cérémonie et à visiter l'installation nucléaire».

M. Remki a rappelé que l'Algérie qui a toujours œuvré en faveur du désarmement, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération de tous les types d'armes de destruction massive, «a adhéré très tôt» au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) en le signant le 15 octobre 1996 et en déposant son instrument de ratification le 11 juillet 2003.

L'Algérie a été également parmi les premiers pays à avoir signé le TIAN, à entamer son processus de ratification du Traité, a-t-il ajouté, faisant remarquer que ce traité a été adopté sous la supervision de l'Algérie qui assumait alors la présidence de la première Commission de l'Assemblée générale de l'ONU en 2017.

Tizi Ouzou

## Alerte à l'érosion côtière

**L**a prise de conscience et la prévention à temps du phénomène d'érosion côtière sont déterminantes pour la préservation du littoral à Tizi Ouzou, a souligné vendredi, la responsable de l'antenne locale du Commissariat national du littoral (CNL), Kamilia Haliche.

«Il y a une nécessité de prise de conscience et de réalisation d'études sur le phénomène d'érosion enregistré au niveau du littoral de la wilaya de Tizi Ouzou afin d'élaborer une stratégie de prise en charge et agir pour le

maîtriser à temps», a affirmé Mme Haliche à l'occasion de la Journée méditerranéenne de la côte. Phénomène naturel de rupture de stabilité et d'équilibre déjà fragile le long de la bande-zone de contact mer-terre, l'érosion côtière se manifeste par une avancée de la mer du côté terre à certains endroits, réduisant les espaces des plages, déstabilisant les falaises et engloutissant les plaines.

Les causes de ce phénomène, a expliqué la responsable, sont autant d'origines naturelle

(tempêtes, houles, crues...) qu'humaine (urbanisation et aménagement anarchique et non étudiés, terrassement, réduction du couvert végétal extraction du sable des oueds et plages).

«La combinaison des deux (origines) conjuguée aux développements climatiques contemporains constituent un scénario catastrophe où le phénomène d'érosion engendre des dégâts importants et irréversibles aux conséquences préjudiciables sur les plans environnemental, humain, économique et social»,

a-t-elle mis en garde.

La responsable a assuré, à ce propos, qu'il est, également, «nécessaire de sensibiliser sur l'importance de garantir une présence humaine en harmonie avec les spécificités de l'espace littoral pour pouvoir le préserver».

Un travail que le CNL effectue, a-t-elle déclaré, à travers «un programme de sorties pédagogiques et didactiques périodiques en faveur, notamment de la société civile, particulièrement les jeunes et les scolarisés».

Iran/Irak

# Le président iranien demande d'augmenter les exportations vers les pays voisins

■ Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a demandé vendredi d'augmenter les exportations vers les pays voisins, a rapporté l'agence de presse officielle IRNA.



Par Salem K.

«**N**otre part des exportations vers les pays de la région ne peut pas être seulement de 2%, et elles devraient passer de 20 milliards de dollars à 40-50 milliards de dollars», a déclaré M. Raïssi dans la province occidentale d'Illam.

Rappelant que la province possède une longue frontière avec l'Irak voisin, il a souligné que c'était une bonne occasion pour le peuple iranien, en particulier le peuple d'Illam, et l'Irak de communiquer.

Il a en conséquence demandé la formation d'un groupe de

travail juridique et économique entre l'Iran et l'Irak, en particulier entre la province d'Illam et les provinces irakiennes voisines.

Les infrastructures de la province d'Illam, notamment un couloir ferroviaire et une autoroute comme moyen de communication avec l'Irak, doivent être préparées et il est nécessaire que la province devienne un exportateur majeur de produits fabriqués en Iran, a-t-il conclu.

## Le Sri Lanka demande l'aide des Emirats pour acheter du pétrole

Le Sri Lanka, confronté à une importante pénurie de devises étrangères, cherche à obtenir du

pétrole bon marché auprès des Emirats arabes unis, a déclaré le gouvernement samedi.

Le ministre des Affaires étrangères, Gamini Lakshman Peiris, a approché le ministre de l'Industrie des Emirats, le Sultan Al Jaber, en marge de l'Assemblée générale des nations unies à New York, afin d'obtenir un accord spécial, indique un communiqué du ministère.

Selon le ministère, M. Peiris a expliqué les défis que le Sri Lanka rencontre actuellement au niveau de son budget extérieur, en raison de la pandémie du Covid-19. «Il s'est concentré en particulier sur les besoins du pays en pétrole et a demandé

des accords de concession aux Emirats», qui se seraient déclarés «heureux d'apporter leur aide», détaille le communiqué.

Après une contraction de 3,6% de son économie l'année dernière, les banques commerciales du Sri Lanka sont à court de dollars pour financer les importations essentielles, notamment les denrées alimentaires et le carburant, tandis que la crise s'aggrave.

Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence le 31 août pour faire face au développement du marché noir pour les produits de première nécessité et à l'épuisement des stocks de certains aliments.

Le pays pourrait devoir rationner le carburant d'ici la fin de l'année, à moins de drastiquement réduire la consommation, selon un haut fonctionnaire sri-lankais, P. B. Jayasundera.

Selon les médias, le Sri Lanka pourrait également chercher à obtenir un prêt de 500 millions de dollars de l'Inde voisine pour financer les importations urgentes de pétrole.

En début de semaine, le gouvernement a sollicité un prêt d'urgence de 100 millions de dollars auprès de la Banque mondiale pour sa campagne de vaccination contre le coronavirus.

Les réserves étrangères du Sri Lanka s'élevaient à 3,55 milliards de dollars à la fin du mois d'août, tandis que le pays doit rembourser environ 2 milliards de dollars de dettes étrangères avant la fin de l'année. Le gouvernement a relevé mercredi le plafond de sa dette de 400 milliards de roupies sri lankaises (1,7 milliard d'euros) afin de pouvoir faire face à ses dépenses au cours des trois prochains mois.

S. K.

## Fiscalité mondiale minimum Paris et Washington : «il faut mettre en œuvre la réforme»

La secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, et le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, se sont accordés vendredi «sur l'importance d'avancer vers la mise en œuvre» de la fiscalité mondiale minimum sur les multinationales, ont annoncé leurs ministères respectifs.

Annoncé début juin, le projet de réforme, négocié dans le cadre de l'OCDE, avait été endossé en juillet par les pays du G20.

Au total, 134 pays soutiennent déjà cette réforme qui propose l'imposition d'une taxe d'au moins 15%. En revanche, l'Irlande qui prospère grâce au taux d'imposition avantageux de 12,5% ainsi que la Hongrie et l'Estonie n'ont pas donné leur aval.

Janet Yellen et Bruno Le Maire «sont convenus de la nécessité de parvenir rapidement à un accord sur les principaux paramètres des deux piliers de cette réforme», a indiqué le ministère de l'Economie et des Finances dans un communiqué à la suite de leur entretien téléphonique.

Outre l'impôt minimum, la réforme prévoit de répartir plus équitablement les droits à taxer ces entreprises.

«Un accord global sur la fiscalité internationale doit pouvoir être atteint d'ici la fin octobre 2021», a ajouté le ministère français.

De son côté, la ministre américaine a souligné «l'importance de parvenir à un compromis sur la suppression de la fiscalité sur les services numériques» qui avait été adoptée en juillet 2019 par la France, faute d'accord mondial à l'OCDE. L'accord mondial doit se substituer à la fiscalité mondiale quand celle-ci sera mise en œuvre.

M. Le Maire et Mme Yellen ont en outre échangé sur la situation économique mondiale, et sur les perspectives de reprise aux Etats-Unis, en Europe et dans le monde.

Les prévisions de croissance 2021 pour la première économie du monde ont été abaissées cette semaine par l'OCDE et par la Banque centrale américaine, ce qui pourrait peser pour la croissance mondiale.

Le Fonds monétaire international (FMI) doit publier le 12 octobre ses estimations mondiales actualisées.

Mme Yellen et M. Le Maire sont «convenus de poursuivre la coopération étroite entre la France et les Etats-Unis au G20, en particulier pour soutenir les pays pauvres».

Le ministre français se rendra à Washington en octobre à l'occasion des assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI. Un G20 se tiendra pendant ses réunions qui commencent le 11 octobre.

R. E.

USA selon Biden

## Les négociations sur ses ambitieuses réformes économiques entrent dans le dur

Le président américain, Joe Biden, a reconnu vendredi que les discussions au Congrès sur ses ambitieuses réformes économiques et sociales, clef de voûte de son mandat, «entraient dans le dur».

Les parlementaires démocrates, qui peinent à accorder leurs violons sur l'adoption simultanée de lourdes dépenses d'infrastructures et de coûteuses mesures sociales ambitieuses, «entrent dans le dur» des discussions, a dit Joe Biden à des journalistes. «Je crois qu'à la fin nous adopterons les deux volets», a toutefois déclaré le président.

En jeu: rien de moins que la vision économique et sociale du président démocrate.

Joe Biden a mis sur les rails un plan de développement et de rénovation des infrastructures de 1.200 milliards de dollars.

Il veut aussi réformer en profondeur le système de protection sociale américain, avec une avalanche de dépenses qui s'élevaient à 3.500 milliards de dollars.

Pour tenter de souder son camp autour de ces grands plans, Joe Biden a reçu à la Maison-Blanche des parlementaires des différentes franges de son parti cette semaine. Car les négociations sont rudes.

Le Sénat avait approuvé le projet de loi sur les infrastructures début août avec, fait rare, le soutien d'un tiers des sénateurs

républicains. Mais le deuxième volet social est encore loin d'être finalisé. L'aile gauche et les plus centristes du parti démocrate ne sont pas encore parvenus à s'accorder sur de nombreux points, y compris un sujet essentiel: le montant global de 3 500 milliards de dollars, jugé bien trop élevé par des modérés.

Néanmoins, la présidente démocrate de la Chambre des représentants Nancy Pelosi a annoncé vendredi que ces deux projets de lois seraient soumis à un vote «la semaine prochaine» à la chambre basse.

Il s'agira du vote final sur le projet d'investissements dans les infrastructures, qui devra ensuite être envoyé à Joe Biden pour

qu'il le promulgue.

En revanche, «à mesure que les négociations continuent, il y aura peut-être des changements» apportés au grand volet social même après ce vote, a-t-elle reconnu.

En soumettant un texte qui n'est pas encore finalisé au vote, cette vétérane du Congrès espère apaiser l'aile gauche qui refuse d'approuver les investissements dans les infrastructures tant que les immenses réformes sociales n'auront pas été adoptées.

Ces parlementaires de gauche sont actuellement assez nombreux pour faire échouer le vote sur les infrastructures, attendu lundi prochain.

Maya H.

## Mila/zones d'ombre Augmentation du taux de couverture du transport scolaire à plus de 95%

Le taux de couverture du transport scolaire à travers les zones d'ombre de la wilaya de Mila a augmenté en atteignant plus de 95% à la rentrée scolaire 2021-2022, a-t-on appris jeudi auprès de la direction locale de l'éducation.

Le nombre des bus mobilisés pour le transport scolaire a augmenté à 220 bus accordés par les ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme, dont six bus octroyés à la wilaya au titre de la nouvelle saison scolaire, hissant ainsi le taux de couverture dans les zones d'ombre à plus de 95%, a précisé le chef service de la programmation et du suivi du budget à la direction locale de l'éducation, Mohamed Baouche.

Le taux restant, qualifié de réduit, sera pris en charge, selon le même responsable, dans le cadre de contrats entre les Assemblées populaires communales et des transporteurs privés.

Le secteur de l'éducation de Mila compte 119 établissements scolaires (écoles primaires) situés dans les zones d'ombre à travers les différentes communes sur un total de 641 établissements scolaires dans les trois paliers, a fait savoir le même responsable. Dans le cadre des efforts d'amélioration des conditions de scolarisation dans les régions enclavées, le même responsable a fait état de l'approvisionnement de 25 écoles situées dans les zones d'ombre en citernes de gaz propane dans le cadre d'opérations financées par les services de la wilaya de Mila, faisant état d'opérations similaires dans d'autres écoles en vue d'améliorer les conditions de scolarisation, notamment durant la saison hivernale. Le chauffage est «assuré dans tous les autres établissements scolaires», a affirmé à ce propos le même responsable. S'agissant de la restauration, la même source a indiqué que celle-ci est assurée dans toutes les écoles des zones d'ombre, faisant état de la réception de huit nouvelles cantines scolaires mises en service à partir de la rentrée scolaire ce qui porte le taux de couverture de la restauration à plus de 87% dans toute la wilaya. Concernant le volet de la solidarité, le même responsable a indiqué que le nombre des bénéficiaires de la prime scolaire au titre de la nouvelle saison scolaire a atteint les 81 000 bénéficiaires dont des parents d'élèves issus des zones d'ombre remplissant les conditions exigées, ajoutant qu'à ce jour plus de 76 000 primes a été remises tandis que les efforts se poursuivent pour achever l'opération dans les meilleurs délais. **R. D.**

## Tissemsilt/ANGEM

# Sensibilisation sur l'assurance au profit des bénéficiaires de microcrédits

■ Une campagne de sensibilisation sur l'importance d'assurer le matériel et les équipements a été lancée, mercredi dernier à Tissemsilt, au profit des porteurs de projets, bénéficiaires de microcrédits, a-t-on appris du directeur de l'antenne locale de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), Ahmed Hamaidi.

Par Siham Ch.

La campagne, organisée en coordination avec la direction de l'Action sociale et de la solidarité, et des sociétés d'assurance, doit se poursuivre durant 20 jours, a indiqué, à l'APS, Hamaidi.

Des sorties sur le terrain pour sensibiliser sur l'importance d'assurer le matériel et les équipements par les bénéficiaires de microcrédits sont programmées, a-t-il précisé.

Et, des cadres des antennes de wilaya animeront sur les ondes de la radio régionale de

Tissemsilt des émissions sur le système d'assurance pour garantir la pérennité de l'activité économique des entrepreneurs et porteurs de projets, a ajouté le responsable, poursuivant que des informations sur cette campagne seront diffusées sur la page officielle de l'Agence nationale du micro-crédit sur les réseaux sociaux.

En outre, des sessions de formation seront organisées au profit des bénéficiaires de ce dispositif d'aide à l'emploi dans l'ensemble des communes de la wilaya, notamment sur les prestations offertes par les sociétés d'assurance en matière de police



d'assurance en cas de sinistre, à l'instar des catastrophes naturelles et les incendies, a-t-on fait savoir.

L'initiative intervient dans le cadre des directives et des orientations du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille

et de la Condition de la femme, visant l'accompagnement et le soutien en particulier des jeunes porteurs de projets, tout en contribuant à la promotion de l'économie, aussi bien locale, que nationale, a-t-on rappelé.

S. Ch.

## Tébessa

# Retrait de 31 formulaires de candidature pour les prochaines élections locales

La délégation de wilaya de Tébéssa de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a enregistré le retrait de 31 formulaires de candidatures pour les élections locales prévues pour le 27 novembre prochain, par des partis politiques et listes indépendantes, a indiqué jeudi, le chargé de l'information de la délégation locale de l'ANIE, Rachid Djellab.

Depuis l'ouverture de l'opération, il a été procédé à la réception de 22 demandes de candidature émanant de partis politiques et neuf demandes de listes indépendantes pour l'élection des Assemblées populaires communales et de wilaya, a précisé Djellab dans une déclaration à la presse.

L'ANIE de Tébéssa continue à recevoir les demandes de candi-

datures jusqu'au 7 octobre prochain, a fait savoir, Djellab, relevant l'intérêt accordé aux prochaines élections.

Dans le cadre des préparatifs à ce rendez-vous électoral, les annexes de l'ANIE de Tébéssa à travers les 28 communes veillent à la mise en place de toutes les conditions nécessaires pour réussir l'opération, a-t-il souligné.

L'ANIE de Tébéssa veille éga-

lement à l'élaboration d'un programme de travail pour encadrer ce rendez-vous électoral, notamment en matière de disponibilité des salles devant accueillir les meetings populaires en prévision du lancement de la campagne électorale le 4 novembre prochain et qui se poursuivra jusqu'au 23 du même mois, a fait savoir Djellab.

Younès H.

## Mascara

# Mise en service d'un réseau de gaz naturel au profit de plus de 340 familles

Un réseau de gaz naturel au profit de 340 familles a été mis en service jeudi dans la wilaya de Mascara, a-t-on appris des services de la direction locale de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz. La chargée d'information à la direction, Latifa Abdelouahab a souligné que les autorités locales

de la daïra et commune de Mohammadia ont procédé, en compagnie des responsables de Sonelgaz, à la mise en service de ce réseau au profit de 207 familles du village de Sidi Salem. Le projet, réalisé et financé sur budget de la wilaya, a coûté 13,550 millions de DA. La longueur totale du réseau est de 4,35 km. Par

ailleurs, 100 familles du village de Hatayta dans la commune de Oggag ont bénéficié du réseau de gaz naturel (11,247 millions de DA de coût) au titre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, alors que 35 autres familles du village de Ahl Laid ont bénéficié du gaz domestique pour un coût de 2,880 millions de

DA du budget de la wilaya. A noter que des dizaines de centres ruraux de la wilaya de Mascara classées zones d'ombre ont bénéficié, depuis le début d'année en cours, du raccordement au réseau du gaz naturel et de l'approvisionnement en grandes bouteilles de gaz propane.

Lyes H.

## El Bayadh

# Baisse sensible de la production céréalière

La wilaya d'El Bayadh a enregistré une baisse de la production céréalière lors de la campagne moisson-battage 2020-2021 en dépit de l'extension de la superficie irriguée, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA).

En effet, la wilaya d'El Bayadh a connu une production de 135 000 quintaux de céréales au titre de la campagne moisson-battage 2020-2021, récemment clôturée, contre 285 000 quintaux produits au titre de la

campagne précédente, enregistrant ainsi une baisse malgré l'extension de la superficie irriguée, selon le chef du service organisation de la production et appui technique, Mohamed Lamine Djebiri.

La campagne moisson-battage de la saison agricole 2020-2021 a, faut-il le rappeler, touché 6 000 ha sur une superficie globale emblavée de 12 000 ha. La saison agricole 2020-2021 a connu ainsi une baisse sensible de la production céréalière de différentes variétés, à l'instar de

l'orge, du blé dur et du blé tendre par rapport à la saison agricole écoulée, en dépit d'une extension de la superficie irriguée à 6 000 ha, soit une hausse de 700 ha, a précisé Djebiri. Cette baisse, s'explique par l'endommagement d'une surface de 6 000 ha faute de pluviosité dont une partie a été reconvertie en fourrage, signalant la collecte de plus de 12 000 quintaux de céréales et leur transfert vers la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Saïda, a-t-il fait savoir.

La DSA d'El Bayadh œuvre, par conséquent, à augmenter la superficie irriguée pour améliorer la production de différentes filières dont la céréaliculture, a-t-il fait savoir.

Dans ce cadre, une enveloppe financière de 70 millions de DA a été affectée, au titre du Fonds national de développement agricole pour soutenir les agriculteurs activant dans ce domaine devant leur permettre d'acquiescer du matériel et de l'équipement d'irrigation.

R. R.



Crise migratoire

# Les Haïtiens ont quitté la frontière mexicano-américaine

■ Tous les migrants haïtiens qui se massaient de part et d'autre de la frontière américano-mexicaine ont quitté leurs campements de fortune, selon le gouvernement américain et des journalistes de l'AFP sur place.

Par Mourad M.

Les derniers migrants qui campaient depuis une semaine à Ciudad Acuña, à la frontière nord du Mexique, se sont retirés après avoir échoué à rentrer aux États-Unis, a observé l'AFP vendredi soir. Ils montaient avec leurs affaires dans des camionnettes les emmenant dans des centres d'hébergement. Un peu plus tôt, le ministre américain de la Sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas, avait annoncé, lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche, qu'«aujourd'hui, nous n'avons plus de migrants dans le campement sous le pont» de la ville de Del Rio, au Texas, qui a compté jusqu'à 15 000 personnes dont de nombreux Haïtiens en fin de semaine dernière. Environ 2 000 personnes ont été expulsées par avion vers Haïti, 8 000 sont retournées volontairement au Mexique, 5 000 ont été transférées dans des centres d'hébergement et 12 400 ont pu quitter le site et devront se présenter à un juge de l'immigration pour défendre leur demande d'asile, a-t-il précisé. «Beaucoup seront renvoyés à Haïti», a-t-il ajouté. A

Ciudad Acuña, en revanche, le secrétaire du conseil municipal, Felipe Basulto, a assuré que les migrants en centres d'hébergement dans la ville ne seraient ni arrêtés ni expulsés, et qu'ils pouvaient se déplacer en ville «en toute confiance» en attendant que leur statut soit fixé. Quelques heures plus tôt, le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador avait déclaré qu'il ne voulait pas que son pays devienne «un camp de migrants». «Nous voulons que les problèmes soient traités à la source», a-t-il ajouté, appelant les États-Unis à investir dans le développement économique des pays d'Amérique centrale pour leurs habitants ne soient plus obligés de fuir la pauvreté. Au total, selon Mayorkas, 30 000 migrants, pour la plupart haïtiens, sont arrivés depuis le 9 septembre dans la petite ville frontalière du Texas, où ils vivaient sous la chaleur et dans l'insalubrité après avoir traversé le Rio Grande depuis Ciudad Acuña. Cet afflux massif de migrants et le traitement subi par certains, repoussés par des agents de la police des frontières à cheval alors qu'ils traversaient



Ph. &gt; D. R.

le fleuve, a valu une avalanche de critiques à l'administration Biden, jugée inhumaine par la gauche et laxiste par la droite. Sur un cliché pris dimanche dernier par un photographe employé par l'AFP, un garde-frontière à cheval attrape un homme par son t-shirt sur la rive américaine. Sur un autre, il tient un groupe à distance en faisant tourner ses rênes, dans une posture menaçante, pour le forcer à rebrousser chemin. Ces clichés, qui ont fait le tour du monde, ont suscité un vif émoi aux États-Unis. Certains y ont vu des migrants assimilés à du bétail, d'autres ont appelé les mauvais traitements infligés aux Afro-Américains par la police montée, les gardiens de prison

ou les propriétaires d'esclaves. Joe Biden, qui ne s'était pas encore exprimé en public sur le sujet, a promis vendredi que ces agents allaient «payer» pour ces actes «scandaleux». Les autorités américaines ont déjà ouvert une enquête et suspendu temporairement les opérations à cheval de la police aux frontières autour de Del Rio. Interrogé pour savoir s'il assumait la responsabilité du «chaos» à la frontière, Joe Biden a répondu vendredi : «Bien sûr que j'en assume la responsabilité. Je suis le président. C'était horrible de voir des gens traités de cette manière. C'est embarrassant», a-t-il dit, avant de se reprendre. «C'est plus qu'embar-

assant. C'est dangereux. C'est mal. Cela envoie le mauvais message au monde, le mauvais message chez nous.» «Ce n'est pas qui nous sommes», a indiqué le démocrate, qui avait promis pendant sa campagne de traiter avec humanité les questions d'immigration, pour se distinguer d'un Donald Trump qui ne jurait que par la répression et la construction d'un mur sur la frontière. L'aile gauche démocrate dénonce l'expulsion des Haïtiens vers un pays plongé dans une crise politique, sécuritaire et humanitaire, tandis que la droite fustige, elle, le laxisme des autorités qui provoque selon elle un appel d'air à la frontière sud.



## Commentaire

Chute

Par Fouzia Mahmoudi

Si Anne Hidalgo était tout sourire le 19 septembre dernier lors du congrès socialiste qui s'est tenu à Villeurbanne, après que son plus fervent soutien au PS pour l'investiture socialiste, le Premier secrétaire, du parti Olivier Faure ait été réélu, sont humeur risque de s'assombrir au vu des récents sondages qui démontrent non seulement qu'il n'y a pas de dynamique après l'annonce de sa candidature pour la présidentielle, mais qu'au contraire elle chute brutalement dans les études d'opinions. Elle qui n'arrivait déjà pas à s'envoler au-delà des 7% baisse aujourd'hui à 4% d'intentions de vote pour le scrutin présidentiel. Un chiffre qui inquiète son entourage surtout alors que sa famille politique dans son ensemble continue à perdre de la vitesse. Le chef de file de La France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon, est ainsi lui seulement crédité entre 7,5 et 8% des intentions de vote, alors que l'ex-ministre PS Arnaud Montebourg, pas soutenu par son parti, obtient des scores similaires à Hidalgo, entre 4 et 4,5%. Côté EELV, Yannick Jadot est donné entre 5 et 6% et Sandrine Rousseau entre 3 et 4%. Un désaveu pour la candidature écologiste en l'état des intentions de votes. Tous les autres candidats testés ne dépassent pas la barre des 3%. Ceux qui appelaient il y a quelques mois à une candidature unique à gauche s'inquiétaient ainsi de voir ce scénario se concrétiser avec un éparpillement des votes et surtout une guerre inévitable entre des courants qui pourraient se réunir dans un même programme pour canaliser le vivier des électeurs de gauche, voire d'extrême-gauche. Mais la guerre des égos et les ambitions des uns et des autres a rendu cette éventualité impossible. Anne Hidalgo dont l'équipe, visiblement bien trop optimiste, semblait penser il y a encore quelques jours qu'elle pourrait rassembler une partie des candidats derrière elle devra repenser cette stratégie. Reste à voir dans les semaines à venir si la maire de Paris, réélu en juin 2020, réussira à convaincre l'électorat de gauche de l'intérêt de sa candidature et surtout du bien-fondé de son programme ou si l'édile parisienne connaîtra un sort aussi humiliant que celui de Benoît Hamon, candidat PS en 2017, avec ses 6% de voix. Finalement Olivier Faure qui souhaitait en juin 2020 se ranger derrière le candidat EELV pour 2022 aurait dû se tenir à cette stratégie le temps de reconstruire suffisamment son parti plutôt que de présenter une fois encore un candidat rejeté par les Français et qui risque de mettre en péril le peu de crédit que le PS a pu regagner ses cinq dernières années.

F. M.

## Soudan du Sud

### Des Soudanais bloquent un oléoduc transportant le pétrole

Après le port et l'aéroport, des manifestants ont bloqué hier à Port-Soudan, l'oléoduc transportant le pétrole du voisin soudanais, dernière protestation en date dans cette ville soudanaise où la situation a été qualifiée de «très grave» par un ministre.

Depuis le 17 septembre, des manifestants à Port-Soudan, ville située dans la région orientale pauvre du Soudan, ont bloqué les accès au port, le plus important du pays, et à l'aéroport ainsi que des routes menant, notamment à la capitale Khartoum.

Selon des leaders des manifestations et des membres de la tribu des Beja, les protestataires cherchent à dénoncer un accord de paix avec des rebelles signé en 2020, mais rejeté par les Beja, l'une des plus grandes tribus de l'est du Soudan. Celle-ci assure qu'il ne lui garantirait pas une représentation politique adéquate. Hier avant l'aube, les manifestants ont bloqué l'unique oléoduc permettant au voisin soudanais d'exporter son pétrole, a indiqué à l'AFP à Khartoum le ministre du Pétrole soudanais,

Jaden Ali al-Obeid. «Des manifestants ont fermé deux oléoducs, l'un utilisé par le Soudan du Sud pour transporter son pétrole jusqu'à Port-Soudan puis l'exporter, et l'un permettant de distribuer le pétrole importé par le Soudan», a affirmé le ministre en parlant d'une situation «très grave». «Les entrées et sorties au terminal d'exportations pétrolières sont complètement fermées», a-t-il ajouté. En proclamant son indépendance en 2011, après des décennies de conflit avec Khartoum, le Soudan du Sud a hérité de 75% des réserves pétrolières du Soudan pré-sécession. Mais, enclavé, il continue de dépendre des infrastructures du voisin soudanais pour l'exporter. Le gouvernement de Khartoum reçoit environ 25 dollars pour chaque baril vendu par le Soudan du Sud, selon des chiffres officiels. Après le blocage de l'accès de l'aéroport vendredi, Abdallah Abou Shar, un chef des Beja, a confirmé implicitement que des membres de sa tribu étaient derrière les manifestations. «Aujourd'hui (vendredi)

dernier, il y a une fermeture totale des États de la mer Rouge et de Kassala», a-t-il déclaré à l'AFP. «Nous avons empêché tout mouvement d'entrée et de sortie de l'aéroport de Port-Soudan et bloqué le pont Al-Batana» qui relie l'État de Kassala (est) au reste du pays.

Port-Soudan voit transiter la grande majorité du commerce extérieur soudanais. La ville abrite également un aéroport international et une raffinerie de pétrole.

Dirigé depuis août 2019 par un gouvernement civilo-militaire de transition, le Soudan tente de tourner la page de décennies de conflits internes, mais est aux prises avec de graves difficultés économiques, héritées du régime déchu d'Omar el-Béchir marqué notamment par des sanctions américaines. Les manifestations ont été lancées quelques jours après que le gouvernement à Khartoum a annoncé avoir déjoué une tentative de coup d'État qui, selon lui, impliquait des responsables liés au régime de Béchir, renversé par une révolte populaire et l'armée.

## Propagande

# Un organisme européen fictif attribue un faux Prix pour la paix au roi du Maroc

■ Un faux Prix pour la paix a été attribué dernièrement au roi du Maroc par un centre européen fictif appuyé par un «réseau entier de faux sites d'information», révèle le site marocain Yabiladi qui a enquêté sur cette affaire.



Par Moncef D.

«Un mystérieux Centre européen pour la paix et la résolution des conflits (CEPRC) avait attribué lundi un prix nouvellement créé, nommé Prix Jean Jaurès pour la paix, au roi du Maroc, Mohammed VI», indique le site marocain, évoquant une «tromperie qui ne s'est pas arrêtée à la création d'un centre fictif puisqu'un réseau entier de faux sites d'information a été mis en place pour servir de caisse de résonance à la propagande».

«Pour donner du crédit et de

l'écho à cet obscur prix de la Paix, le centre européen a, en plus du communiqué de presse, utilisé une constellation de sites d'information clonés et aux noms proches de médias connus (France25, Canal\_75 ou Latribunel,...)», explique le site Yabiladi.

«Parmi l'ensemble des internautes et des journaux qui ont relayés l'information, on retrouve sur Twitter au moins huit comptes de sites d'informations, tous créés en août 2021.

Sur tous les sites, les pages d'accueil sont identiques dans le contenu, avec des chiffres de fans sur les réseaux sociaux

gonflés, alors qu'aucune des pages ne dépasse 1 ou 2 likes, si ce n'est 0», ajoute-t-il.

«Un bref aperçu du contenu des sites permet de remarquer que tous partagent les mêmes informations, écrites de manière identiques, mais aucun parmi eux ne donne les noms d'auteurs des articles, tous plagiés. France 24 notamment s'est vu voler son travail pour les articles de la crise des sous-marins, ce qui se vérifie ici ou là. Ce contenu plagié n'est que prétexte pour mettre en avant l'article de propagande du fameux centre, en l'occurrence le prix Jean Jaurès attribué au roi Mohammed VI», assure la même source.

«Sur Twitter, aucun des articles partagés par les sites n'a provoqué d'interactions, aucun sauf cette annonce et les interactions ont été faites par les mêmes comptes, qui ressortent inlassablement sur chacune des pages Twitter des faux médias. Trois comptes ressortent sur chaque annonce en partageant le post du CEPRC, tous les comptes sont détenus par des Marocains et sont très actifs», constate l'auteur de l'enquête.

Par ailleurs, «en retraçant les propriétaires des sites Internet en question, on remarque que tous ont été enregistrés par le même hébergeur et à la même date, le 15 juillet 2021. Encore plus troublant, lorsque l'on prend

connaissance de l'identité du propriétaire, un certain Centre Européen dont l'adresse e-mail de contact est celle renseignée sur le site du CEPRC. Accablant, l'adresse de correspondance des sites est une adresse bien connue, car c'est celle qui ressortait logiquement du Journal officiel lors de la création de l'association du CEPRC», indique encore Yabiladi.

«Une fois le lien entre le centre et les faux sites établi, Yabiladi s'est de nouveau penché sur la seule personne qui présentait de manière crédible un lien avec le CEPRC, étant déclarée comme son président sur le site : Mohamed Ouamoussi. En creusant, il ressort que le journaliste franco-marocain avait, en 2004, créé en son nom une société en renseignant une adresse qui se trouve être la même que celle des sites et du centre.

Levant tout doute possible, nous avons pu établir que son épouse avait renseigné cette même adresse en 2018 pour créer en son nom une société, révèle le site.

«Toute cette galaxie pour mener la propagande n'est pas désintéressée. Le CEPRC propose à ses internautes de faire un don pour les soutenir. Sur leur site, on peut lire : «Donner à une association, c'est donner du sens à son engagement. En

2018, vos dons à notre association ont permis à nos équipes de venir en aide à 800 000 personnes dans 38 pays», signale l'article. «Pourtant, rien dans le reste des travaux ne parlent d'aide, et c'est le seul rappel de l'objet légal de l'association : l'aide humanitaire, dont la propagande menée par le responsable est bien éloignée», conclut le site.

M. D.

## Libye

### Des milliers de personnes manifestent en soutien au gouvernement

Des milliers de personnes ont manifesté vendredi à Tripoli pour dénoncer une motion de censure votée par le Parlement libyen contre le gouvernement de transition, à trois mois d'élections cruciales pour l'avenir du pays, ont rapporté des médias.

«Le Parlement ne me représente pas, le peuple veut la chute du Parlement ou non aux divisions», pouvait-on lire sur les pancartes brandies par les manifestants rassemblés place des Martyrs, vaste esplanade bordée de palmiers et de bâtiments à l'architecture italienne, au cœur de la capitale.

Ces manifestants ont répondu à l'appel, mardi, du chef du gouvernement de transition basé à Tripoli, Abdelhamid Dbeibah, à une «grande manifestation» vendredi prochain.

L'objectif était de protester contre la motion de censure votée mardi par le Parlement siégeant à Tobrouk (est).

Depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est en proie à des violences sanglantes et à des luttes entre pouvoirs rivaux dans l'est et l'ouest du pays.

Le vote du Parlement a suscité l'inquiétude de l'ONU et aggravé les tensions entre les protagonistes, au moment où le pays d'Afrique du Nord tente de tourner la page d'une décennie de chaos.

Après la fin des combats à l'été 2020 entre les deux camps rivaux, un gouvernement unifié et transitoire dirigé par M. Dbeibah avait été formé en mars pour mener la transition.

La formation de ce cabinet au terme d'un processus politique parrainé par l'ONU avait offert une lueur d'espoir.

Ce gouvernement a été chargé par 75 personnalités libyennes de tous bords, réunies sous l'égide de l'ONU, d'unifier les institutions et d'achever l'interminable transition politique, en organisant des élections législatives et présidentielles le 24 décembre.

Tahira B.

## Algérie/Maroc

### La fermeture de l'espace aérien aux avions marocains est liée à des impératifs de sécurité nationale

La décision de fermeture immédiate de l'espace aérien algérien aux avions civils et militaires marocains et immatriculés au Maroc est «dictée par des raisons impératives de sécurité nationale», a affirmé vendredi Amar Belani, envoyé spécial chargé de la question du Sahara occidental et des pays du Maghreb arabe, dans une déclaration à l'agence

de presse Reuters.

«Cette décision préventive est dictée par des raisons impératives de sécurité nationale, compte tenu de l'existence d'indices concordants et d'éléments probants sur la conception ainsi que sur la poursuite d'actions hostiles dirigées contre notre pays», a déclaré Belani.

Selon la même source, dans

ce contexte particulier ou «l'animosité et les desseins malveillants sont irrécusables», l'adoption de mesures supplémentaires n'est pas à exclure et l'Algérie «fera preuve d'une extrême vigilance et d'une fermeté absolue pour la protection et la sanctuarisation de son territoire national».

L'Algérie a décidé la fermeture de son espace aérien à tous

les avions civils et militaires marocains ainsi qu'à ceux qui portent un numéro d'immatriculation marocain, à partir de mercredi dernier, et ce, à l'issue de la réunion du Haut conseil de sécurité présidée par le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune.

Younès D.

## Tunisie/pandémie

### Levée du couvre-feu nocturne

Le président tunisien, Kaïs Saïed a décidé vendredi de lever le couvre-feu nocturne en vigueur presque sans discontinuer depuis mars 2020 pour limiter la propagation de l'épidémie, tout en imposant le certificat vaccinal pour la participation aux événements publics ou privés.

La levée du couvre-feu, actuellement en vigueur entre minuit et 05h, sera effective à

partir d'aujourd'hui, a précisé la présidence dans un communiqué, relayé par des médias.

La présentation d'un certificat de parcours vaccinal complet de deux doses sera toutefois désormais obligatoire pour «participer aux manifestations, activités et rassemblements publics et privés dans les espaces ouverts ou fermés», a précisé le texte.

Après un pic de la contamination entre le 7 et 13 juillet avec

plus de 3 000 cas par jour et plus de 100 décès, la Tunisie a connu ces dernières semaines une baisse considérable du nombre des malades et des morts par le Covid.

Le 22 septembre la Tunisie, un pays de 12 millions d'habitants, a enregistré 556 nouveaux cas dont sept décès, selon le dernier bilan du ministère tunisien de la Santé.

Cette amélioration de la situa-

tion sanitaire dans le pays intervient après l'accélération de la campagne de vaccination grâce aux dons envoyés par plusieurs pays.

Près de cinq millions de personnes ont reçu la première dose du vaccin et 2,6 millions les deux doses. Le ministère de la Santé prévoit la vaccination complète de 60% de la population d'ici fin octobre.

Ali L.





Éliminatoires Mondial 2023 de Rugby

## Mané : «Un match bien particulier entre l'Algérie et le Sénégal»

Le nouveau sélectionneur de l'équipe nationale d'Algérie de rugby, le Sénégalais Ousmane Mané, a estimé que la prochaine rencontre face à son pays en quarts de finale du tournoi éliminatoire du Mondial-2023, s'annonce comme «très particulière, assurant qu'il fera le maximum pour atteindre ses objectifs. «Oui, ce sera très particulier pour moi qui ai joué dans cette sélection du Sénégal, de 2005 à 2013, avec des joueurs qui y sont encore», a déclaré Mané à l'agence sénégalaise APS. Il rappelle que le sélectionneur du Sénégal, Seckou Sacko, était son coéquipier en équipe nationale. «Ensemble, nous avons fait des stages et joué un match contre Madagascar en 2012», s'est souvenu l'ancien rugby-man, estimant que la connaissance des deux entraîneurs l'un de l'autre, va donner «quelque chose de bien particulier» à la rencontre. Ousmane Mané est le sélectionneur de l'équipe d'Algérie de rugby depuis le 31 août dernier. «Je reste un professionnel qui ambitionne d'atteindre ses objectifs, avec mon équipe, celle de l'Algérie», a-t-il

tenu à préciser. Le Sénégal est le favori de ce match, car il a participé à plusieurs éliminatoires de la Coupe du monde, a estimé Mané. En octobre 2022, huit sélections africaines vont se réunir en France pour disputer un tournoi éliminatoire en vue de la qualification à la Coupe du monde 2023. Pour les quarts de finale, le Sénégal fera face à une sélection d'Algérie dirigée par l'ancien joueur de troisième ligne du Racing 92. Natif de la région parisienne, Mané a joué en sélection nationale du Sénégal de 2005 à 2013. Il a révélé avoir été associé, depuis 2017, aux efforts visant à développer le rugby en Algérie. «Ca a commencé par une journée portes ouvertes, avec 3 000 enfants réunis pendant deux jours à Oran», a-t-il rappelé. Ousmane Mané, dont les parents sont originaires de Simbandi Brassou, dans la région de Sédhiou (sud), a dirigé les sélections des U18 et U20 avant d'être nommé entraîneur de la sélection A d'Algérie. Le technicien âgé de 38 ans rappelle n'avoir «jamais eu d'offres en provenance du Sénégal».

Cyclisme / Mondiaux 2021 sur route (Juniors / U23)

## Les Algériens entre la 77<sup>e</sup> et la 109<sup>e</sup> places

Les cyclistes algériens se sont contentés de classements modestes, se situant entre la 77<sup>e</sup> et la 109<sup>e</sup> places, dans la course en ligne (Juniors/U23) des Mondiaux 2021 sur route, disputée vendredi dans les Flandres, en Belgique. Chez les juniors, Ayoub Ferkous et Abdelkrim Ferkous ont terminé respectivement aux 77<sup>e</sup> et 81<sup>e</sup> places, loin derrière le Norvégien Hagenes Per Stand, vainqueur en 2 heures 43 minutes et 48 secondes. Le meilleur algérien dans cette course en ligne, Ayoub Ferkous, avait bouclé la distance de 121,8 km avec 10 minutes et 30 secondes de retard par rapport au Norvégien, alors qu'Abdelkrim Ferkous a enregistré un retard de 15 minutes et 39

secondes. Chez les moins de 23 ans, la course en ligne s'est déroulée sur une distance de 161,1 kilomètres et elle a été remportée par l'Italien Filippo Baroncini, en 3 h 37 mn et 36 secondes. Le podium de cette catégorie d'âge a été complété par l'Erytrien Girmay Biniam, entré en deuxième position, avec deux secondes de retard sur le vainqueur, alors que le Néerlandais Olav Kooij a pris la troisième place, avec le même temps que son prédécesseur. Oussama Cheblaoui, le meilleur algérien dans cette course a occupé la 109<sup>e</sup> place, au moment où son compatriote Aymen Merdj a terminé à la 144<sup>e</sup> place, avec 18 mn et 12 secondes de retard.

JM Oran-2022

## Six sports de combat domiciliés au centre des conventions

Les compétitions officielles de pas moins six disciplines sportives, toutes de sport de combat, seront domiciliées au niveau de centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran lors de la 19<sup>e</sup> édition des jeux méditerranéens (JM), a-t-on appris samedi du directeur local de la jeunesse et des sports, Yacine Siefi. Ce changement de domiciliation a été dicté par des raisons «d'ordre organisationnel», a précisé ce responsable, estimant que le centre des conventions «est l'endroit idéal pour abriter ces épreuves, d'autant plus qu'il recèle les normes internationales requises». Les compétitions concernées, comme la boxe, le Taekwondo, le karaté-do, etc., étaient prévues au

niveau des salles de Gdyl et d'Essenia, avant que les organisateurs des JM ne les transfèrent au site indiqué. «Il s'agit d'un spacieux site comprenant plusieurs salles qui seront aménagées en prévision des JM en les dotant d'un matériel amovible, aussi bien concernant les équipements de compétitions, que les tribunes», a souligné le même responsable. Le centre de conventions, sis à haï Akid-Lotfi dans la commune d'Oran, est dédié généralement à l'organisation des expositions et des salons, ainsi que d'autres manifestations économiques, commerciales et culturelles. Pas moins de 23 disciplines sportives sont concernées par les JM, programmées du 25 juin au 5 juillet 2022 à Oran.

# O Lyon Slimani transcendé par les Verts

■ L'attaquant international algérien de l'Olympique Lyonnais, Islam Slimani, a expliqué le retour en force, ces derniers temps, par les bienfaits de la Sélection nationale, qui lui a fait le plus grand bien, particulièrement pendant les matchs de ce mois de septembre, dans le cadre des éliminatoires de la Coupe du monde 2022.



Slimani explique les raisons de sa forme

Par Mahfoud M.

«Le plus important pour moi, c'est l'aspect physique. Si je suis en forme sur ce plan, le reste suit automatiquement, et il se trouve que les deux derniers matchs en sélection algérienne m'ont fait le plus grand bien. C'était quelque chose de grand, quelque chose de spécial, et une source de motivation énorme. Tout cela m'a aidé à retrouver le rythme» a assuré le vainqueur de la CAN-2019, en conférence de presse. L'ancien fer de lance du CR Belouizdad a été titulaire lors des trois derniers matchs de l'Olympique Lyonnais, et il sera probablement amené à enchaîner d'autres matchs en tant que

tel, en raison de l'indisponibilité prolongée de Moussa Dembélé, l'habituel titulaire en pointe des Gones. Certes, d'un point de vue efficacité offensive, Slimani n'a plus marqué depuis la première journée de Ligue 1, mais il reste tout de même très précieux dans le jeu lyonnais, car pesant énormément sur les défenses adverses. «C'est normal, un attaquant veut toujours marquer, mais je suis un joueur d'équipe. Que je marque ou je fasse marquer, ça m'est égal. Le plus important, c'est l'équipe. Je préfère presser, récupérer et qu'un autre marque plutôt que de perdre un match» a-t-il souligné. Le Fennec affirme aussi qu'il se sent pleinement épanoui sous les ordres de son nouvel entraîneur, Peter Bosz, dont il apprécie un principe en

particulier : le pressing. «Il nous demande de presser tout le temps, et j'aime ça. Quand on a le ballon, l'équipe s'appuie sur moi, et j'aime ça aussi. Ce style de jeu nous convient parfaitement» a conclu le Gone, qui aura peut-être l'occasion de retrouver le chemin des filets ce samedi, face à Lorient. «Islam peut très bien garder le ballon, comme ce fut le cas sur le but qu'on a marqué contre Paris. C'est un joueur intelligent, avec beaucoup d'expérience, qui peut marquer des buts aussi, ce qui est très important pour un avant-centre. Certes, il ne présente pas les mêmes caractéristiques que Moussa Dembélé, mais la philosophie de jeu reste la même : offensive» a assuré l'ancien entraîneur du Bayer, Leverkusen. **M. M.**

OGC Nice

## Boudaoui forfait contre Saint-Etienne

Le milieu international algérien Hicham Boudaoui, blessé au dos, a déclaré forfait pour le déplacement à Saint-Etienne samedi en match de la 8<sup>e</sup> journée du championnat de France de Ligue 1, a annoncé vendredi le club azuréen. Selon la même source, l'ancien joueur du Paradou AC, sorti en cours de jeu à Lorient lors de la précéden-

te journée, souffre de douleurs au dos et manquera le déplacement dans le Forez. En revanche, les deux autres internationaux algériens de l'OGC Nice, le défenseur Youcef Atal et l'attaquant Andy Delort, figurent dans le groupe des Aiglons retenu par l'entraîneur Christophe Galtier. Après un excellent début de saison, l'OGC Nice a ralenti le

rythme sur ses deux dernières sorties, que ce soit face au voisin monégasque (2-2) mais surtout à Lorient mercredi (0-1). Pour la première fois de l'exercice 2021-2022, les Aiglons se sont inclinés et comptent donc reprendre leur marche en avant face à des Stéphanois en perdition samedi (16h), dans le cadre de la 8<sup>e</sup> journée de Ligue 1.

JS Kabylie

## Quatre joueurs recrutés

La JS Kabylie a officialisé vendredi le recrutement de quatre joueurs dont celui du gardien de but international, Azzedine Doukha qui fait son retour au club après une expérience de quatre saisons en Arabie saoudite. Outre le portier Doukha, qui a porté les couleurs des Canaris entre 2014 et 2016, la JSK, sous la direction de son nouveau président Yazid

larichen, a recruté les milieux de terrain Zakaria Mansouri en provenance du CS Sfaxien (Tunisie) et Mohamed Réda Boumechra (ex-USM Alger), ainsi que le défenseur Fateh Talah (ex-JS Saoura). Le club kabyle n'a pas précisé la durée de contrat de ce quatuor, dont la présentation s'est déroulée en présence de l'ancien international algérien, Karim Ziani, qui a rejoint jeudi Tizi

Ouzou pour occuper le poste de directeur sportif. Entre-temps, l'équipe, sous la conduite du nouveau coach Henri Stambouli, poursuit sa préparation d'intersaison à Tikjda (Bouira). Elle affrontera au mois d'octobre prochain les Marocains des Forces armées royales (FAR) en aller-retour pour le compte du 2<sup>e</sup> tour préliminaire de la Coupe de la Confédération.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Fonds des avoirs et biens confisqués ou récupérés

## Lutte contre la corruption : Les modalités de fonctionnement fixées

LES MODALITÉS de fonctionnement du compted'affectation spéciale intitulé «Fonds des avoirs et biens confisqués ourécupérés dans le cadre des affaires de lutte contre la corruption» ont étéfixées par un décret exécutif publié au *Journal officiel* n°71. Selon ce décret exécutif n° 21-354, signé le 16 septembre en cours par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, ce fond s'est ouvert dans les écritures du Trésor et le ministre chargé des Finances est son ordonnateur principal. Ce compte retrace en recettes les fonds confisqués par décisions judiciaires définitives, les fonds récupérés de

l'étranger ainsi que le produit de la vente des biens confisqués ou récupérés. En dépenses, ce compte est affecté au règlement des frais liés à l'exécution des procédures de confiscation, de récupération et de vente ainsi qu'à l'apurement des dettes grevant les biens confisqués ou récupérés. Des arrêtés du ministre chargé des finances fixeront la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte, ainsi que les modalités de son suivi et évaluation. A noter que ce fonds a été créé en vertu de l'article 43 de la loi de finances complémentaire 2021.

Y.N.

Tunisie

## Démission collective de 113 dirigeants et membres du mouvement Ennahdha

QUELQUE 113 dirigeants et membres des bureaux régionaux et locaux du mouvement Ennahdha en Tunisie ont annoncé, samedi, leur démission collective du parti, rapporte l'agence de presse TAP.

Dans une déclaration publiée samedi, signée par des députés à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) dont les activités ont été suspendues ainsi que des membres de l'Assemblée nationale constituante, des membres du conseil de la choura et des responsables des structures centrales, régionales et locales du parti, les démissionnaires ont justifié leur démission par «l'échec à instaurer des réformes au sein du parti».

«Nous avons choisi de faire prévaloir l'engagement à défendre ladémocratie et se libérer des contraintes imposées par l'appartenance

au mouvement Ennahdha», ont-ils expliqué. Les démissionnaires ont tenu la direction du parti pour «responsable de la détérioration de la situation générale du pays».

L'élite politique assume, elle aussi, la responsabilité dans la noninstallation des institutions constitutionnelles et des instances indépendantes en raison de calculs erronés, faisant fi des critères de la compétence dans la prise des choix et des décisions», ont-ils estimé.

«Le blocage de la démocratie à l'intérieur du parti et la centralisation de la décision, ces dernières années, par un groupe proche du président du mouvement, ont donné lieu à des alliances politiques illogiques en contradiction avec les promesses électorales du parti», ont-ils soutenu.

R.M.

## Pouvoir d'achat des algériens



Loumis

Djalou@hotmail.com

Batna/Oued Taga

## Trois morts et deux blessés dans un accident de la circulation

■ Trois personnes sont décédées et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu samedi dans la commune d'Oued Taga (wilaya de Batna), a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile.

Par Khaled L.

L'incident s'est produit suite à une violente collision entre deux véhicules de tourisme qui sont tombées en contrebas de la route dans la région de Bayou dans cette même commune, causant le décès sur place de trois personnes âgées entre 27 et 69 ans, a précisé le chargé de communication de ce corps constitué, le lieutenant Zouhir Nakaâ. Renforcés par les sapeurs-pompiers de l'unité principale, les éléments de l'unité secondaire de la daïra de Timgad sont inter-

venus pour secourir les blessés, âgés de 31 et 46 ans, avant leur évacuation au service des urgences médicales du Centre hospitalo-universitaire du chef lieu de wilaya, a précisé la même source. Les corps sans vie des victimes ont été acheminés par les mêmes services vers la morgue du même établissement sanitaire, a-t-on fait savoir.

**Accidents de circulation : 11 morts et 287 blessés en 48 heures**

Onze personnes ont trouvé la mort et 287 autres ont été blessés

dans plusieurs accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 48 heures à travers le territoire national, indique, samedi, un communiqué de la Protection civile. Durant la même période, les plongeurs de la Protection civile ont repêché les corps de quatre personnes mortes noyées en mer dans les wilayas d'Alger, Aïn Témouchent, Oran et Annaba, précise la même source, ajoutant que deux enfants sont également décédés par noyade dans des réserves d'eau dans les wilayas de Sétif et Aïn Guezwan.

K. L.

Tamanrasset/tourisme

## Vers la promotion de la destination Ahaggar

UN ÉDUCTOUR de promotion de la destination Ahaggar a pris le départ samedi depuis Tamanrasset à destination des sites touristiques Tamekrest et Tanguet, dans le cadre d'un circuit touristique s'étalant jusqu'au 28 septembre, organisé par l'Entreprise de gestion touristique de Tamanrasset (EGTT). Composé d'une cinquantaine de véhicules tout terrain, cet éducateur auquel prennent part des représentants de 127 agences de tourisme et destour-opérateurs, issus de différentes régions du pays, et de nombreux médias, s'est ébranlé devant l'hôtel Tahat de la ville de Tamanrasset pour rallier, en sa première étape, le site touris-

tique Tamekrest, (50 km au sud-est de Tamanrasset), ont indiqué les organisateurs. Les participants auront à découvrir la beauté des sites naturels panoramiques que recèle cette région, et apprécier les composantes de biodiversité de la région, une des plus importantes réserves naturelles faisant la fierté de la région en milieu du territoire de l'office du parc national culturel de l'Ahaggar (OPNCA).

Le programme de cette caravane de promotion touristique prévoit également la mise en place d'un camp en plein air dans la région de Tanguet, (80 km au sud-est de Tamanrasset), en vue de permettre aux participants de profiter de ces sorties

touristiques. Le représentant du groupe Nouba-Travel, Mohamed Lamine Triki, participant à cet Educateur, a mis en valeur l'importance de l'organisation de cette caravane en direction des agences et tour-opérateurs dans la promotion de la destination du Sud et du tourisme intérieur par l'encouragement des touristes nationaux d'opter pour les destinations Sud au lieu d'aller à l'étranger». Triki a, à ce titre, mis en avant la nécessité de mettre au point des programmes touristiques promotionnels et des prix compétitifs en direction des touristes algériens susceptibles d'influer positivement sur la dynamique socio-économique de la région et de relancer les

activités touristiques dans le Grand Sud. «Cet Educateur est appelé à mettre en exergue la diversité culturelle et touristique à travers les différents circuits», a indiqué Triki, avant de mettre l'accent sur la nécessaire conclusion de conventions partenariats avec les opérateurs touristiques dans la région.

Une sortie au Musée du parc national culturel de l'Ahaggar et à la maison d'artisanat a été organisée vendredi dernier en l'honneur des participants qui seront félicités des potentialités et richesses que renferme larégion (produits d'artisanat, richesses faunistique et floristique). Placé sous le signe «Tourisme et croissance inclusive», cet

Eductour, coïncidant avec la célébration de la Journée mondiale du tourisme (27 septembre), devra se rendre dimanche au mont de l'Assekrem, passant par la zone touristique d'Affila, pour apprécier l'un des plus beaux couchers de soleil dans le monde. Cette manifestation s'assigne comme objectifs de vulgariser, en direction des participants, les importantes potentialités touristiques de la région, de leur permettre de découvrir les programmes et circuits touristiques, ainsi que la valeur historique et civilisationnelle de diversités se trouvant à l'intérieur du Parc national culturel de l'Ahaggar.

Ali Ch.